



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 28 février au 6 mars 2026

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)



Foo nekk foofu la



2026

 www.unchk.sn

Plan

1. Actualité nationale
2. Actualité internationale
3. Actualité syndicale
4. Vie étudiante
5. Ils ont parlé de nous
6. Actualité UN-CHK
7. Agenda
8. Opportunités



ACTUALITÉ NATIONALE



L'UQTR signe une entente-cadre avec le Sénégal pour renforcer la recherche et l'innovation



ne délégation conduite par Sébastien Charles, vice-recteur à la recherche et au développement de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), s'est rendue au Sénégal du 16 au 20 février pour dynamiser les partenariats en cours et développer de nouvelles collaborations. Cette mission s'inscrit dans la nouvelle stratégie mise en place par le Sénégal, l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ANTESRI 2050).



neo.uqtr.ca
2 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



■ CARRIÈRE DES ENSEIGNANTS

3 284 arrêtés signés par le ministre de l'Éducation nationale

Dans le cadre du suivi régulier de la carrière des agents, le ministre de l'Éducation nationale vient de signer une nouvelle série d'arrêtés d'admission définitive. Cette mesure concerne 2.740 agents pour le Certificat d'aptitude pédagogique (Cap) et 544 pour le Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (Ceap).

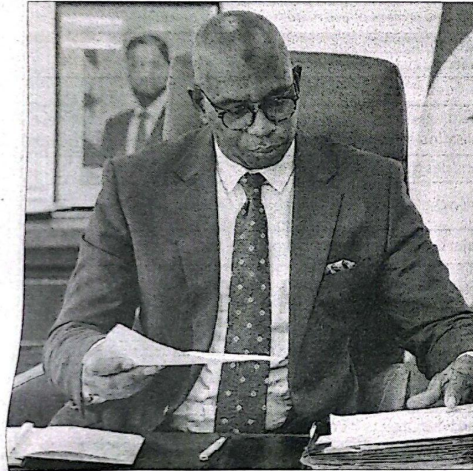
Conformément aux engagements pris, Moustapha Guirassy, ministre de l'Éducation nationale, est en train de diligenter tous les arrêtés en instance concernant la carrière des enseignants. Selon un document publié sur le site du ministère, 3.284 agents viennent d'être régularisés avec la signature de 22 nouveaux arrêtés signés le 26 février dernier, par le ministre. La mesure concerne 2.740 agents pour le Certificat d'aptitude pédagogique (Cap) et 544 pour le Certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (Ceap). « marquant une nouvelle étape dans la résorption des dossiers administratifs en instance ».

Cette initiative, selon le ministère, s'inscrit en droite ligne des engagements pris par Moustapha Guirassy depuis son arrivée à la tête de ce département. Ceux-ci visent « à résorber tous les actes administratifs en instance », a-t-on indiqué dans le document. « Ces mesures font suite aux efforts des années 2024 et 2025, durant lesquelles 83 arrêtés avaient déjà été publiés pour 10.512 agents », note la source. Elle rappelle que « le traitement de ces dossiers est assuré par la Direction des examens et concours (Dexco) au

fur et à mesure de la réception des procès-verbaux transmis par les Inspections d'académie (Ia) ». Le traitement, poursuit la source, « s'effectue au rythme de la transmission des procès-verbaux (Pv) par les inspections d'académie (Ia) ». « Chaque arrêté suit un circuit de validation strict pour garantir la régularité administrative et financière des actes », a-t-on indiqué. Après

la signature du ministre, il revient au secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale d'assurer le numérotage et l'enregistrement officiel du dossier. Dès la numérotation, les arrêtés sont disponibles en principe dans un délai d'une semaine tout au plus et permettront aux bénéficiaires de poursuivre leurs démarches de carrière.

Seydou Prosper SADIO



Moustapha Guirassy, ministre de l'Éducation nationale.

■ SOUTIEN À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

Le Partenariat mondial en sommet à Rome en juin

Les gouvernements italien et nigérian, en collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (Gpe, sigle en anglais), organiseront le Sommet mondial sur l'éducation 2026, « Multiplier les possibles », le 9 juin 2026 à Rome en Italie.

Un communiqué du Gpe informe que « ce sommet marquera un tournant dans l'action menée à l'échelle mondiale pour as-

surer une éducation de qualité à tous les enfants et posera les jalons d'un avenir plus stable et prospère ».

Le Sommet mondial sur l'éducation 2026 « Multiplier les possibles » réunira des chefs d'État, des ministres et des dirigeants d'organisations internationales, ainsi que des membres de la société civile et du secteur privé. Il vise à « mobiliser les investissements

et les engagements nécessaires à l'amélioration de l'éducation de 750 millions d'enfants dans le monde ».

Cet événement, explique-t-on, marque une étape clé dans la campagne « Multiplier les possibles » du Gpe, avec comme objectif : « de mobiliser 5 milliards de dollars pour le Gpe et des milliards supplémentaires en engagements de financement national dans

plus de 90 pays ». Cet investissement de base, souligne le Gpe, « permettra de mobiliser 10 milliards de dollars supplémentaires de cofinancement d'ici à 2030, ce qui permettra d'élargir les opportunités, de renforcer les compétences et de favoriser une prospérité partagée pour toute une génération d'enfants et de jeunes ».

A. KANDE

SAINT-LOUIS - GRÈVES RÉPÉTITIVES DES SYNDICATS AFFILIÉS AU G7

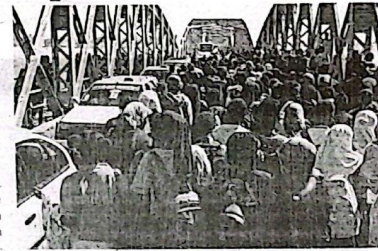
Les élèves expriment leurs craintes de voir leur avenir hypothéqué

Les enseignements et apprentissages ont été encore une fois perturbés hier, lundi 2 mars 2026, à Saint-Louis, où les cours ont été suspendus à partir de 09 heures dans les écoles et établissements scolaires publics. Ceci en raison du mot d'ordre de débrayage décrété par le G7 et suivi par les enseignants membres des différents syndicats affiliés. Les élèves, de leur côté, ceux des classes de Terminales et de Troisièmes notamment, expriment leurs craintes de ne pas pouvoir finir le quantum horaire et les programmes. Ils craignent tous de lourds impacts sur l'avenir du système éducatif.

Des perturbations sont toujours notées sur le déroulement des enseignements et apprentissages au niveau de l'académie de Saint-Louis où les cours ont été suspendus à partir de 09 heures, hier lundi. C'est le cas au niveau du Lycée Charles De Gaulle

où le mot d'ordre de débrayage décrété par le G7 est largement suivi par les enseignants des syndicats affiliés. « Ici, à De Gaulle, je ne veux pas donner de taux, de pourcentage, mais pratiquement la majorité a suivi le mot d'ordre. Nous avons suspendu

les cours à 09 heures. Le motif du mouvement, c'est le passif social. Ensuite, le nœud du problème, c'est la question de l'augmentation des salaires, de l'équité salariale. Parce que le Premier ministre avait donné, lui-même, des engagements, promettant de changer la si-



tuation. Ce qu'on attendait de lui, c'est qu'il nous rassure. On sait que la situation est difficile, mais la moindre des

choses, c'était juste qu'il nous rassure et donne des gages. Malheureusement, il ne l'a pas fait », a déploré Daouda Ly, professeur de Philosophie et membre du SAEMS.

Il regrette cependant les menaces des autorités qui, dit-il, ne vont pas régler le problème, encore moins les ponctions sur leurs salaires. Ces syndicalistes attendent aujourd'hui du chef du gouvernement qu'il convoque les enseignants et qu'il leur tienne un langage de vérité.

Pour leur part, les élèves se disent très inquiets de cette situation qui a fini de perturber les enseignements et apprentissages. Pour les élèves des classes de Terminales et Troisièmes, la crainte de ne pas finir leurs programmes est toujours là. « Effectivement, cette situation de grèves répétitives met en péril notre avenir et nous, étant élèves de Terminales, nous devons aussi faire des efforts pour réussir. Mais ce sont les enseignants qui devraient d'abord nous aider avant même que nous nous aidions. Ce n'est pas facile avec l'État qui ne respecte pas ses engagements à leur égard et qui aujourd'hui effectue des ponctions sur leurs salaires. Un bras de fer qui ne nous profite pas car c'est nous qui payons les pots cassés », a déclaré un élève en classe de Terminale.

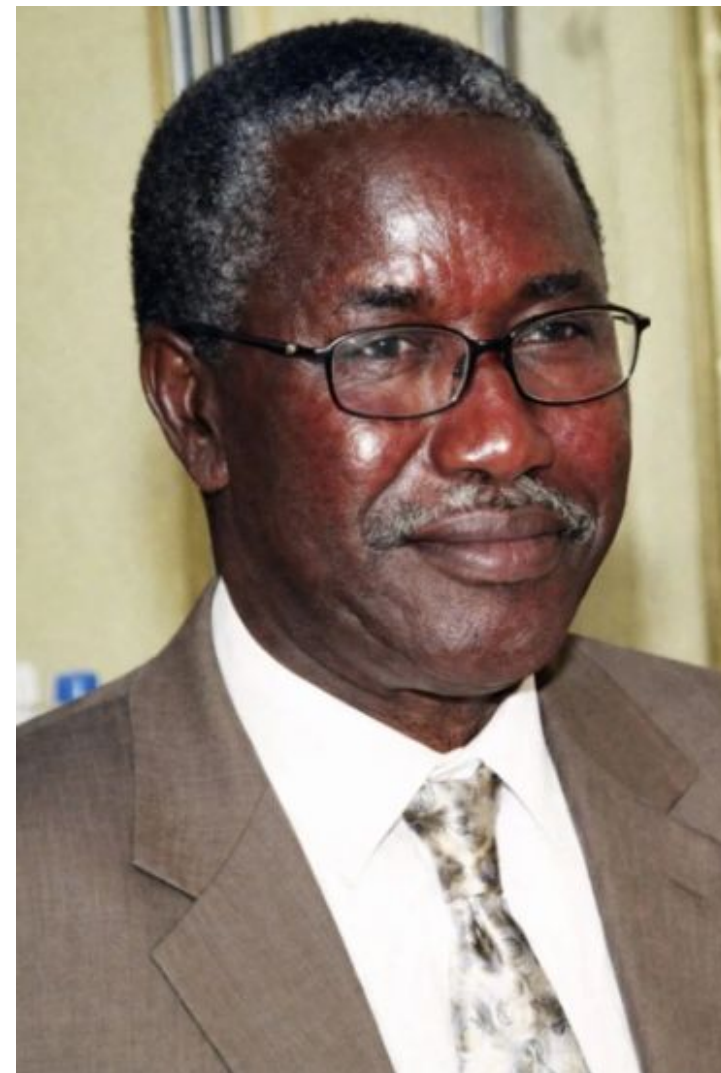
Ses camarades et lui, regroupés dans la cour de leur établissement, discutent de tout et de rien, mais n'approuvent pas du tout les grèves répétitives. Ils souhaitent tous que la situation revienne à la normale et que leur avenir ne soit pas hypothéqué.

YVES TENDENG

Pr Sémou Pathé Gueye : l'Ucad rend hommage à un brillant intellectuel 17 ans après son décès



Il a été un brillant intellectuel, un pédagogue d'exception et un militant infatigable de la cause africaine. Né le 1^{er} mars 1948 à Fatick, plus particulièrement à Diakhao, le professeur Sémou Pathé Gueye, philosophe et journaliste, qui fut un ancien enseignant au Centre d'études des sciences et techniques de l'information (Cesti), est décédé à l'âge de 61 ans, le 4 mars 2009 à Paris.



[Lire la suite](#)

lesoleil.sn
4 mars 2026

Foo nekk foofu la



Ndiaganiao : vers la création d'un centre de formation professionnelle de nouvelle génération



Au regard des enjeux de développement local de la commune de Ndiaganiao, le ministre en charge de la Formation professionnelle, Moustapha Njekk Sarré, a annoncé mardi deux orientations majeures, à savoir le renforcement immédiat des capacités du centre existant et la construction prochaine d'un centre de formation de nouvelle génération.



[Lire la suite](#)

lesoleil.sn
4 mars 2026

Foo nekk foofu la



Enseignement supérieur : 80 recommandations pour refonder le système national



Le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), Fary Seye, a présidé, ce mardi 3 mars 2026, la cérémonie d'ouverture de la journée de partage des conclusions de l'Agenda national de transformation de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (ANTESRI). Il représentait à cette occasion le ministre, le Pr Daouda Ngom.



lesoleil.sn
4 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Accès aux campus et restaurants : le COUD rappelle les règles ...



Le Centre des œuvres universitaires de Dakar (COUD) a apporté des précisions sur les conditions d'accès aux œuvres sociales au titre de l'année universitaire 2025-2026.

Dans un communiqué rendu public, le COUD rappelle que « seuls les étudiants régulièrement inscrits pour l'année universitaire en cours (2025-2026) ont droit aux œuvres sociales du COUD, notamment l'accès aux campus sociaux et aux restaurants universitaires ».



lesoleil.sn
4 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la

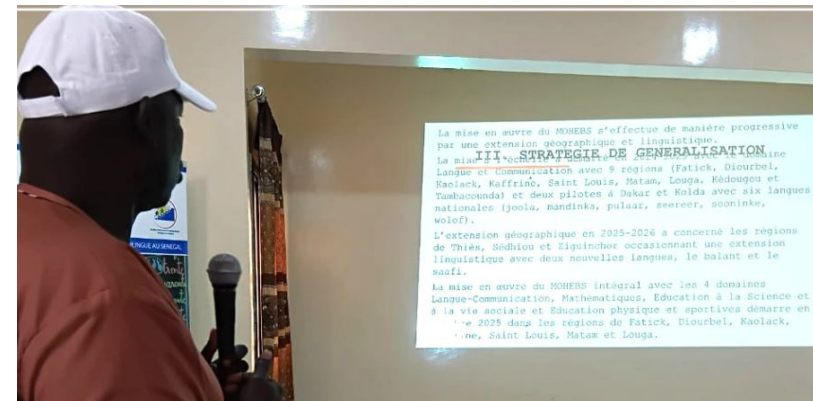


Tivaouane : le Modèle harmonisé d'enseignement bilingue présenté aux acteurs locaux



Le Modèle harmonisé d'enseignement bilingue au Sénégal (MOHEBS), un élément de la réforme de l'éducation nationale, a été présenté mercredi aux acteurs de l'éducation du département de Tivaouane, a constaté l'APS.

La présentation de cet outil a eu lieu dans les locaux de la préfecture de Tivaouane, en présence d'inspecteurs, de directeurs d'écoles, d'enseignants, d'acteurs communautaires et de représentants des collectivités territoriales. La séance était présidée par l'adjoint au préfet Mamadou Thiam.



APS
4 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Les enseignants de Mbacké annoncent une plainte contre la tutelle

MBACKÉ- Dans le cadre du plan d'action du G7, l'intersyndicale des enseignants du département de Mbacké a observé, hier, une grève générale, suivie d'une assemblée générale. Devant le siège de l'Inspection de l'éducation et de la formation (Ief) de Mbacké, ces en-

seignants ont annoncé des plaintes contre la tutelle qu'ils accusent d'avoir ponctionné « de manière abusive » leurs salaires.

Saluant la mobilisation de ses collègues, Mamadou Bayo Déme, secrétaire départemental du Syndicat autonome des enseignants du

moyen-secondaire du Sénégal (Saemss), a qualifié ces ponctions allant de 60.000 FCfa à 200.000 FCfa de « sabotage » et de « retenues abusives ». Il a affirmé que les enseignants ne reculeront pas et continueront à dénoncer l'attitude du ministre de la Fonction publique qui a déclaré : « pas de travail, pas de salaire ». Cette déclaration, selon

lui, a radicalisé les enseignants. Revenant sur leurs revendications, le porte-parole du jour du G7 à Mbacké a déploré le fait que les décisionnaires du système se retrouvent avec des « pensions de retraite misérables » et invite l'État à corriger ces irrégularités. En ce sens, il explique que deux décrets ont été signés, mais ils ne concer-

nent qu'une infime partie des décisionnaires. Il a également dénoncé les lenteurs administratives, un autre fléau pour les enseignants. L'intersyndicale de Mbacké exhorte les autorités à s'asseoir avec les enseignants pour discuter du passif des accords signés avec l'État.

Birane DIOP (Correspondant)

■ DIOURBEL

Sit-in des enseignants devant l'Inspection d'académie

DIOURBEL - À l'instar des autres localités du Sénégal, le mot d'ordre du G7, groupe de syndicats d'enseignants les plus représentatifs du système éducatif, a été bien respecté à Diourbel. Tôt le matin, les enseignants ont observé un débrayage des cours suivi d'un sit-in devant l'Inspection d'académie (Ia).

Expliquant le mouvement, le coordinateur de l'intersyndicale des enseignants du département de Diourbel, Modou Thiam, affirme

que leur plateforme revendicative a pour objectif de rappeler au gouvernement le respect des accords signés entre 2018 et 2022 par l'ancien régime. Selon lui, la matérialisation de ceux-ci permet de mettre fin à l'injustice et de rendre aux enseignants leur dignité. Les membres de l'intersyndicale du G7 de Diourbel ont profité de l'occasion pour fustiger « les ponctions injustes de leur salaire du mois de février ». Ils invitent le ministre de l'Édu-

cation nationale et son homologue en charge de la Fonction publique à privilégier le dialogue et la concertation au lieu de les appeler à la confrontation « À l'heure actuelle, le quantum horaire est agressé avec l'exécution de notre cinquième plan d'action. Il n'y aura pas de stabilité dans les écoles tant que nos problèmes ne seront pas résolus », a averti Modou Thiam.

Oumar Bayo Fall Bâ (Correspondant)

■ BONBONNES DE GAZ, PRÉPARATION DE REPAS

Ce que le Coud interdit aux étudiants de l'Ucad

Le Centre des œuvres universitaires de Dakar (Coud) durcit les règles de sécurité au sein du campus social de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Dans une note d'information publiée, hier mardi 3 mars, le directeur du Coud a fait savoir que « dans le cadre de la préservation de la sécurité des personnes et des biens, ainsi que du maintien de l'ordre et de la salubrité au sein des campus universitaires, il est porté à la connaissance des étudiants que l'usage des bonbonnes de gaz et la préparation de repas à l'intérieur des pavillons d'hébergement sont formellement in-

terdits ». Cette mesure de salubrité et de sécurité, renseigne la note, « s'accompagne d'un contrôle strict des dons de « ndogou » (repas de rupture du jeûne) provenant de l'extérieur ». Ces gestes, a-t-on indiqué, « seront désormais soumis à une autorisation préalable obligatoire ».

« Ces dispositions visent à prévenir tout incident sécuritaire ou sanitaire durant cette période de forte affluence dans les résidences universitaires », lit-on dans le document.

Seydou Prosper SADIO



DIAMNIADIO Enseignement supérieur, recherche et innovation L'équipe du Pr Bouba Diop dévoile son pré-rapport de transformation du secteur

Huit mois après son installation, le Comité d'appui au pilotage de l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur (Cap-Antesri) a franchi une étape décisive, ce mardi à la Sphère ministérielle Habib Thiam. Sous l'égide du professeur Bouba Diop, l'équipe a dévoilé un pré-rapport ambitieux articulé autour de 80 recommandations visant à refonder l'écosystème de la recherche et de l'innovation. Entre souveraineté éducative et cadre d'apprentissage, ce document de travail s'ouvre désormais à une phase de concertation inclusive avec l'ensemble des acteurs universitaires et sociaux avant sa remise solennelle au chef de l'Etat.

**Par Alioune Badara
NDIAYE**

Les travaux menés par les huit commissions du Comité d'appui au pilotage de l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Cap-Antesri) ont abouti à un pré-rapport présenté mardi, lors d'une cérémonie à la Sphère ministérielle Habib Thiam. Le document, qui n'en est pas à sa mouture finale, selon les porteurs, est pour l'heure riche de 80 recommandations pour une transformation positive de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Du renforcement de la souveraineté au cadre d'apprentissage, en passant par la recherche et l'innovation, les recommandations de l'équipe dirigée par le Professeur Bouba Diop n'ont laissé en rade aucun segment du secteur. «Les recommandations, pour le moment, ne sont

pas encore rendues publiques, parce que nous sommes encore à une phase de construction. Nous avons retenu des choses, mais il nous faut revenir aux acteurs. Les recteurs sont là, les étudiants, les syndicats, les partenaires sociaux... Nous allons échanger et voir ce qu'il faut retenir», a expliqué Amidou Datt, Directeur général de la recherche et de l'innovation, lors de la rencontre. «Nous avons appelé ici tous les recteurs, les représentants des étudiants, les membres des centres des œuvres sociales des universités, les syndicats d'enseignants, pour leur dire «voici le pré-rapport et nous voulons recueillir vos avis avant de le consolider et de le transmettre au président de la République», parce que la démarche doit être inclusive», a-t-il poursuivi.

«Le pré-rapport, c'est un document qui informe sur la mission qu'on nous a confiée, sur notre méthodologie de tra-

vail, les résultats que nous avons obtenus et les recommandations que nous faisons pour que ce travail soit amélioré et complété pour produire des effets concrets», a relevé Pr Diop, considérant la rencontre du jour comme une étape intérieure. «Ça fait 8 mois que nous avons travaillé, et nous avons estimé qu'il était temps que ce travail soit remis au président de la République et à son Premier ministre», a-t-il ainsi noté. Le rapport final devant découler des concertations initiées par le comité va être présenté au chef de l'Etat pour validation. Le Cap a été officiellement mis en œuvre en juillet 2025, avec comme objectif de repenser l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation afin d'en faire un des catalyseurs de l'Agenda national de transformation décliné par le régime Diomaye Faye.

abndiaye@lequotidien.sn

Systeme éducatif : Diomaye Faye appelle à la stabilité



Le secteur de l'éducation est marqué par des tensions récurrentes. Ainsi, le Président de la République Bassirou Diomaye Diakhar Faye a insisté, ce mercredi 4 mars, sur la nécessité de préserver la stabilité du système éducatif national.

D'emblée, il a souligné le caractère impératif du bon fonctionnement de l'École, pilier du pacte républicain.



Seneweb
5 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Diourbel : amphi de rentrée de la 13e promotion du CRFPE



Le Centre régional de formation des personnels de l'éducation (CRFPE) de Diourbel (centre) a accueilli, jeudi, sa treizième promotion composée de 320 élèves-maîtres, répartis en deux cohortes (français et arabe), pour une formation d'une durée de neuf mois, a constaté l'APS.



APS
5 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ : LE MESRI SERRE LA VIS FACE AUX DIPLÔMES NON RECONNUS



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) a tiré la sonnette d'alarme sur la délivrance de diplômes non reconnus par l'État par certains établissements privés. Lors d'une rencontre d'échanges avec les écoles privées, les autorités ont annoncé des mesures pour renforcer la régulation et restaurer la crédibilité du secteur.



RTS
5 mars 2026

[Lire la suite](#)

Enseignement supérieur: Le MESRI renforce le dialogue avec les établissements privés



Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI), le Pr Daouda Ngom, a présidé ce jeudi 05 mars 2026 la deuxième édition de la réunion annuelle de partage d'informations entre son département et les établissements privés d'enseignement supérieur (EPES) du Sénégal.

« Nous devons collectivement veiller à ce que chaque établissement privé soit un espace d'excellence académique, d'éthique et de rigueur », a déclaré le ministre.

[Lire la suite](#)



RTS
5 mars 2026

Secteur de l'éducation : l'Etat travaille "inlassablement" à une décrispation (DG Fonction publique)



L'État du Sénégal "travaille de manière inlassable à une décrispation du climat social dans le secteur de l'éducation", assure le directeur général de la Fonction publique, Ibrahima Dieng, disant son espoir de voir les syndicats lever prochainement leurs mots d'ordre de grève.

"L'État du Sénégal travaille de manière inlassable à une décrispation du climat social dans le secteur de l'éducation", a-t-il assuré dans un entretien avec l'Agence de presse sénégalaise (APS).



[Lire la suite](#)



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE



APS
5 mars 2026

Foo nekk foofu la



Former les ingénieurs dont le Sénégal a besoin

Dr Laurent BONARDI
Spécialiste en politiques éducatives, administrateur, enseignant-chercheur

Dans les débats sur l'avenir du Sénégal, la question de la formation occupe une place centrale. On évoque souvent, et à juste titre, l'université, les taux de réussite et l'employabilité des diplômés. Mais, un enjeu stratégique demeure encore insuffisamment discuté : celui de la formation des ingénieurs. Dans une économie qui se modernise, qui construit des infrastructures et qui s'apprête à exploiter de nouvelles ressources énergétiques, la capacité à former un nombre suffisant d'ingénieurs constitue un facteur déterminant de développement. On note que le système d'enseignement supérieur sénégalais connaît une expansion rapide et, selon les données du ministère de l'Enseignement supérieur, en 2025, le pays comptait 286 189 étudiants dans ses universités publiques et établissements d'enseignement supérieur privés. Mais, derrière cette croissance quantitative, se cache un déséquilibre structurel. Les formations d'ingénieurs restent très minoritaires avec seulement 1,23 % des étudiants sénégalais inscrits dans les écoles dédiées. Ce chiffre doit être mis en perspective avec les besoins d'une économie en transformation, portée par des investissements majeurs dans la construction d'autoroutes, la modernisation des ports, le développement du réseau ferroviaire, les projets énergétiques liés au gaz et au pétrole, sans ou-



blier l'essor du numérique et des technologies de l'information. Le secteur énergétique illustre particulièrement bien ces nouveaux besoins. L'entrée du Sénégal dans l'ère de la production d'hydrocarbures mobilise des compétences techniques très spécialisées dans des domaines comme le génie pétrolier, l'ingénierie des procédés, la géophysique ou encore la maintenance industrielle. Selon les estimations de la Banque mondiale et de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), le secteur des hydrocarbures pourrait générer plusieurs milliards de dollars de revenus pour le pays dans les prochaines décennies ; ce qui impliquera la mobilisation d'un capital humain hautement qualifié. Or, dans de nombreux projets industriels ou d'infrastructures en Afrique, une grande partie de l'expertise technique reste encore assurée par des ingénieurs étrangers. Ce phénomène n'est pas propre au Sénégal, mais il rappelle la réalité selon laquelle, sans un nombre suffisant d'ingénieurs nationaux formés localement, les pays restent dépendants de compétences exté-

rieures pour concevoir, piloter et maintenir leurs propres projets de développement. Le Sénégal dispose heureusement d'institutions reconnues dans ce domaine. L'École polytechnique de Thiès (Ept), créée en 1973, constitue l'une des grandes écoles historiques du pays. Elle forme, chaque année, des ingénieurs dans plusieurs spécialités et a récemment obtenu l'accréditation internationale de la Commission des titres d'ingénieur, un label de qualité reconnu dans de nombreux pays. On peut également citer l'École supérieure polytechnique (Esp) de Dakar, qui joue un rôle majeur depuis plus d'un demi-siècle dans la formation d'ingénieurs et de techniciens supérieurs pour l'économie nationale. À ces institutions s'ajoutent plusieurs écoles spécialisées qui contribuent à renforcer les compétences techniques du pays. Cependant, les besoins n'en demeurent pas moins considérables. À titre de comparaison, les pays industrialisés comptent souvent plusieurs milliers d'ingénieurs par millions d'habitants. En Corée du Sud ou en Allemagne, les forma-

tions scientifiques et technologiques occupent d'ailleurs une place centrale dans les systèmes éducatifs. Ces exemples montrent qu'il existe un lien étroit entre la capacité d'un pays à former des ingénieurs et son niveau de développement technologique. Les pays qui ont réussi leur transformation économique ont généralement investi massivement dans les formations scientifiques, les écoles d'ingénieurs et la recherche appliquée. À ce titre, la question de l'orientation scolaire joue également un rôle important. Les filières scientifiques exigent un niveau solide en mathématiques et en sciences physiques. Encourager les vocations scientifiques dès le primaire constitue donc un enjeu majeur. L'enseignement du code et de la robotique, qui passionnent les élèves, constitue un levier à exploiter. Les élèves doivent, par ailleurs, pouvoir découvrir, dès le cycle moyen, les métiers de l'ingénierie et comprendre les perspectives qu'ils offrent. Dans un pays jeune comme le Sénégal, susciter l'intérêt pour les sciences représente donc un investissement

stratégique pour l'avenir. La formation des ingénieurs ne se limite toutefois pas aux programmes académiques. Elle suppose un lien étroit avec l'industrie, la recherche et l'innovation. Les partenariats entre écoles d'ingénieurs, entreprises et centres de recherche permettent aux étudiants de travailler sur des projets concrets et de développer des compétences directement utiles à l'économie. Pour le Sénégal, renforcer cet écosystème d'innovation constitue un levier essentiel. Les défis nationaux (urbanisation, énergie, agriculture durable, transition numérique, gestion de l'eau) peuvent devenir autant de domaines d'innovation technologique pour les ingénieurs formés localement. Investir dans la formation des ingénieurs revient donc à investir dans la capacité du pays à maîtriser son propre développement. Il ne s'agit pas seulement de former des techniciens capables d'exécuter des projets conçus ailleurs, mais de former des ingénieurs capables d'imaginer, de concevoir et d'innover. Le Sénégal dispose d'atouts importants, tels qu'une jeunesse dynamique, un système universitaire en expansion et des institutions scientifiques de qualité, mais pour relever les défis technologiques du XXI^e siècle, la formation scientifique et technique devra occuper une place encore plus centrale dans la stratégie éducative nationale. En effet, dans le monde contemporain, les Nations qui maîtrisent la science et l'ingénierie ne se contentent pas de participer au développement, ce sont elles qui le construisent.



SAINT-LOUIS - CRISE PERSISTANTE EN MILIEU SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Les parents d'élèves et d'étudiants analysent et dégagent des pistes de solutions

Les parents d'élèves et d'étudiants de la région de Saint-Louis prônent l'implication de tous les acteurs du système éducatif pour sauver l'année scolaire et l'année académique, déplorant ainsi les grèves répétitives. Ils ont été reçus hier, mercredi 04 mars 2026, par l'Inspecteur d'Académie de Saint-Louis avec qui ils ont échangé sur diverses questions notamment la suppression de l'Entrée en 6ème ; la prise en charge des élèves par les Inspections médicales des écoles (IME) ; l'harmonisation des évaluations. Les étudiants sont invités à éviter les casses et à plutôt sauvegarder leurs infrastructures.

La crise qui sévit depuis quelques temps dans le monde scolaire inquiète énormément l'Union régionale des Associations de parents d'élèves et d'étudiants de Saint-Louis. Ses membres ont effectué le déplacement, hier mercredi, à l'Inspection d'Académie (IA) de Saint-Louis, sur invitation de l'autorité académique, pour échanger sur ce sujet. Ils misent sur la sensibilisation pour inciter les différents acteurs à œuvrer pour sauver l'école sénégalaise. « On est en train d'impliquer les parents pour qu'ils sensibilisent au niveau de la communauté afin que l'implication soit totale et une adhésion totale de l'ensemble

des parents. Ce qui veut dire que les parents doivent s'approcher de ceux-là qui ont été envoyés par l'État au niveau des établissements scolaires pour que tous se partagent. Pour qu'eux-mêmes s'impliquent dans la gestion de l'école de manière effective », a déclaré Momodou Mamadou Wone, président de l'Union régionale des Associations de parents d'élèves et d'étudiants. Un appel réitéré par l'autorité académique, l'Inspecteur Abdoulaye Wade, qui invite les populations à s'impliquer davantage pour que l'école soit prise en charge par la communauté et les éducateurs en même temps.

Ce qui, selon lui, permet véritablement d'évaluer et de progresser ensemble pour qu'à la fin de l'année, ce qui est attendu soit là, au moment des résultats. Lors de leur rencontre, ces parents d'élèves et d'étudiants ont échangé avec l'autorité académique sur diverses questions. « Nous a évoqué le problème de l'entrée en 6ème qui est supprimée. Il ne nous reste que le certificat d'études pour ce qui est de l'élémentaire. Et l'autorité a également insisté sur le fait que nous avons des inscriptions qu'on distribuait au niveau des inspections médicales des écoles (IME). Il a fait des efforts qui consistent à pren-

dre une bonne partie de l'argent de ces inscriptions qu'il redistribue au niveau des districts sanitaires à l'intérieur de sa région pour que tout le monde puisse bénéficier de ces avantages-là », a magnifié Momodou Mamadou Wone. Cependant, dans un souci de pacification de l'espace universitaire, ces parents d'élèves ont eu également à tenir récemment un langage de vérité aux étudiants de l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis. « Nous leur avons dit très clairement qu'ils fassent très attention en ce qui concerne leurs moyens de lutte afin de ne pas perdre plus que la bourse qu'ils réclament. Il faut qu'ils sauvegardent les infrastructures qui sont leurs infrastructures et évitent de tout casser ou tout brûler encore moins de s'affronter aux forces de l'ordre lorsqu'ils revendiquent leurs bourses », a recommandé M. Wone.

YVES TENDENG

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS-CHERCHEURS PAR LA GUINEE

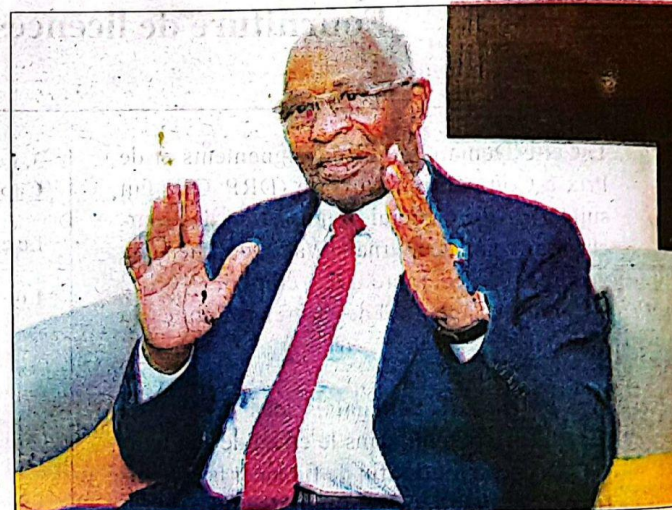
Le cours magistral de Conakry à Dakar

Le Premier ministre de Guinée, Bah Oury a remis au goût du jour, le débat ayant entouré le recrutement d'enseignants-chercheurs sénégalais par la Guinée. Rejetant toute logique de concurrence déloyale, il plaide pour une intégration académique régionale.

Au Sénégal, début janvier, le gouvernement s'inquiétait de voir des enseignants-chercheurs sénégalais être recrutés par des universités publiques de la Guinée. Dans une circulaire, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation avait demandé aux recteurs des universités des explications. Il avait même prôné, si nécessaire, des sanctions. Mardi dernier, face à une nouvelle cohorte de 300 enseignants-chercheurs, dont de nombreux Sénégalais pour la plupart d'entre eux, le Premier ministre de Guinée, Bah Oury a évoqué la situation. Il a rejeté toute logique de

concurrence déloyale académique. «Je sais que certains croient que nous voulons vider les cerveaux des autres pays, mais au contraire, nous sommes en réalité un même pays. Nous ne pouvons pas nous développer de manière isolée», a réagi Amadou Oury Bah devant les nouveaux enseignants.

Sa déclaration a été rapportée par de nombreux médias de son pays dont le site *Africaguinee*. Le chef du gouvernement de Guinée fut un brillant élève au Sénégal. Ce qui lui a ouvert la nationalité sénégalaise. Pour cela, il défend que la mobilité académique ne doit pas être perçue comme une perte pour un pays voisin, mais comme une dynamique régionale bénéfique. Bah Oury a insisté sur la nécessité de réduire les disparités entre systèmes universitaires en Afrique de l'Ouest. Pour lui, cela permet de favoriser un développement harmonisé face à ce qu'il qualifie de manque de niveau des étudiants guinéens. «Les disparités ne peuvent pas permettre une évolution globale si ces disparités persistent», soutient le Premier ministre de Guinée, assurant la volonté des autorités de son pays de mettre les élèves et étudiants guinéens au



Le Premier ministre de Guinée, Amadou Oury Bah a clarifié la vision de Conakry sur le recrutement d'enseignants-chercheurs

même niveau que ceux des pays frontaliers de la Guinée. «C'est cela qui va nous permettre de renforcer notre volonté de construire cette intégration par le développement du capital humain de manière générale», a souligné Amadou Oury Bah.

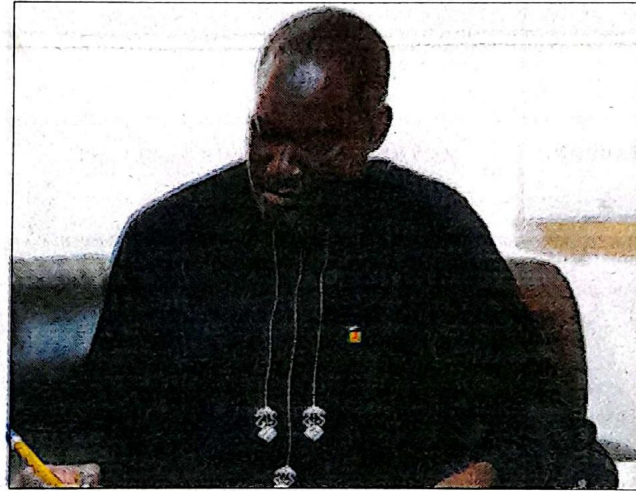
Baba MBALLO

■ NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Seydi Ababacar Mbengue entend servir l'Ucad avec efficacité et loyauté

Installé dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad), le 2 mars 2026, Seydi Ababacar Mbengue promet de servir l'institution avec efficacité et loyauté.

Elimane Ba a passé le témoin à son successeur, Seydi Ababacar Mbengue, au Secrétariat général de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad). Selon la Direction de la communication de l'Ucad qui donne l'information, la cérémonie s'est déroulée le 2 mars dernier. « Marquée par des bilans salués et des ambitions renouvelées, la passation s'est déroulée sous la supervision d'un inspecteur du ministère de l'Enseignement supérieur ». Après plusieurs années d'engagement au service de l'institution, Elimane Ba quitte l'Ucad pour rejoindre l'Université du Sine Saloum El Hadji Ibrahima Niassé (Ussein). Sous son impulsion, souligne la même source, le rectorat a franchi des étapes déterminantes, notamment dans la modernisation des procédures administratives et le renforcement du dialogue social au sein de l'université. « Le nouveau secrétaire général, Seydi Ababacar Mbengue, n'arrive



pas en terrain inconnu. Réputé pour sa rigueur et son sens de l'organisation, il a occupé les fonctions de chef des services administratifs à l'Université Gaston Berger, avant d'être nommé Secrétaire général de l'Université Alioune Diop de Bambey en mars 2023 », rapporte le communiqué. Le recteur, Pr Alioune Badara Kandji, qui a reçu les deux secrétaires généraux dans son bureau, a rendu un « hommage appuyé à l'élégance républicaine et au sens du devoir » de Elimane Ba, tout en adressant ses vœux de pleine réussite à M. Mbengue dans l'exercice

de ses nouvelles responsabilités. De son côté, M. Mbengue a exprimé sa « reconnaissance envers les autorités pour la confiance placée en lui et a réaffirmé sa volonté de servir l'institution avec efficacité et loyauté ». Il a exprimé sa « profonde gratitude » à l'endroit de ses collaborateurs, saluant leur « professionnalisme et leur dévouement constant ». Il en a profité pour les inviter à accompagner le nouveau secrétaire général, « dont les compétences et l'engagement constituent un atout précieux pour l'enseignement supérieur ».

Aliou KANDÉ

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le label Cames obtient son certificat d'enregistrement auprès de l'Oapi

Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) annonce que la marque Cames est dorénavant enregistrée officiellement auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (Oapi). Cette démarche, explique-t-on, constitue une avancée importante dans la protection du label Cames à l'échelle régionale.

L'enregistrement porte sur la production de la marque, notamment le logo du Cames et le sigle, et produit ses effets dans les dix-sept États membres de l'Oapi, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée Équatoriale, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo », précise le Cames dans sa publication hebdomadaire.

La protection conférée par ce certificat d'enregistrement est valable pour une durée de 10 ans, à compter du 29 avril 2026, date de dépôt de la demande. Elle garantit au Cames l'exclusivité de l'usage de sa marque et renforce la sécurité juridique de son identité visuelle

sur l'ensemble de l'espace Oapi. Selon l'organisation, cette initiative s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre du Plan stratégique de développement du Cames 2024-2028, notamment son axe 2, dédié à la promotion, à la protection et au renforcement de la crédibilité du label Cames au sein de l'espace africain de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Cames rappelle, par ailleurs, que l'utilisation de son logo est strictement réglementée. Il prévient que toute utilisation abusive ou non autorisée, notamment à des fins promotionnelles, est formellement interdite. L'utilisation du logo du Cames est soumise à des conditions particulières spécifiquement encadrées. Une charte d'utilisation de la marque sera diffusée auprès du grand public et détaillera toutes les conditions de son utilisation. Par cette mesure, le Cames réaffirme son attachement à la protection de son image institutionnelle, à la valorisation de la qualité et de la crédibilité de ses actions au service de l'enseignement supérieur et de la recherche dans son espace et au-delà.

A. KANDÉ

Enseignement supérieur : La décision importante de l'État du Sénégal pour les universités privées



L'État du Sénégal poursuit ses efforts pour assainir ses relations financières avec les établissements privés d'enseignement supérieur. Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) a annoncé la mobilisation de 7 milliards de francs CFA afin de réduire la dette accumulée envers ces institutions, estimée à 16 milliards de francs CFA.



senenews
6 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Dettes dues aux Eps : Le gouvernement soulage les universités privées



Le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Mesri) a réaffirmé son engagement à assainir ses relations financières avec les établissements privés. Entre apurement de la dette, assurance qualité et alignement sur la Vision Sénégal 2050, la deuxième édition de la Réunion annuelle de partage d'informations, tenue ce mercredi, a tracé les contours d'un partenariat public-privé renforcé.



[Lire la suite](#)

lequotidien.sn
6 mars 2026

Foo nekk foofu la

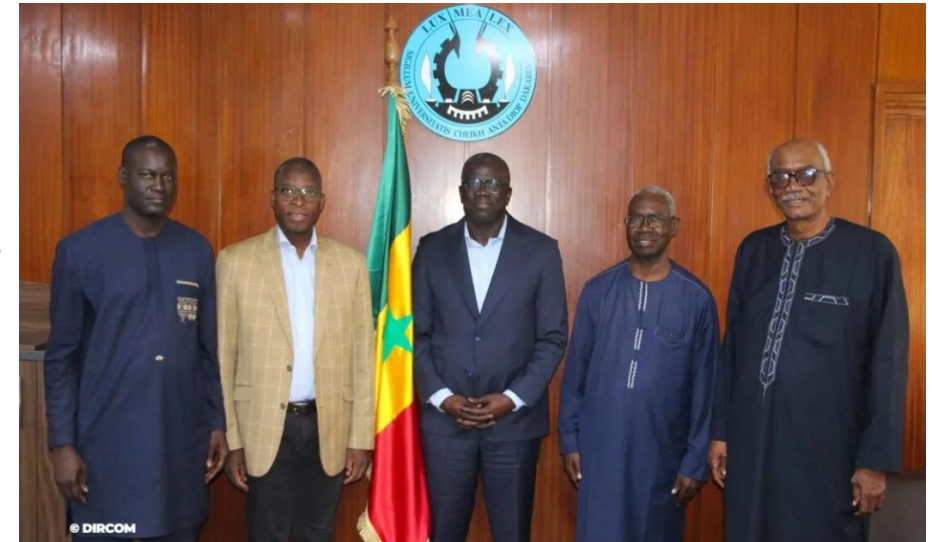


Enseignement supérieur : l'UCAD et l'UCAO consolident leurs relations ...



Le Recteur de l'Université Cheikh Anta Diop, Pr Alioune Badara KANDJI, a reçu en audience, ce mercredi 04 mars, son homologue de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO), le Père Benjamin AKOTIA.

Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération entre les deux institutions universitaires.



Senego
6 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



ACTUALITÉ INTERNATIONALE



Guinée-Sénégal : le recrutement d'enseignants-chercheurs créé une brouille diplomatique



Le Premier ministre guinéen Bah Oury a répondu aux accusations de « fuite des cerveaux » formulées par Dakar, après le recrutement de plusieurs enseignants-chercheurs sénégalais dans les universités guinéennes.

Lors d'une cérémonie organisée à l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry le mardi 3 mars, le chef du gouvernement a présidé l'intégration officielle de 300 nouveaux enseignants-chercheurs et chercheurs recrutés dans la fonction publique guinéenne.



[Lire la suite](#)

conakryonline.com
5 mars 2026

Foo nekk foofu la



Des classes de Lubumbashi à celles de Dakar : dix recherches pour une école plus inclusive



Le programme APPRENDRE de l'AUF vient de sélectionner dix projets recherches-actions pour renforcer l'inclusion et l'égalité de genre à l'école dans sept pays africains.

Là, c'est une fille en situation de handicap qui finit par décrocher faute d'accompagnement ; ici, c'est un directeur d'école qui manque d'outils pour prévenir des violences liées au genre ; parfois, ce sont les espaces scolaires, l'organisation de la classe ou certaines pratiques pédagogiques qui creusent, sans le vouloir, les écarts entre élèves.



auf.org
6 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



ACTUALITE SYNDICALE



Fatick : le G7 prévoit de durcir son plan d'actions revendicatif

Le G7, la confédération formée des syndicats les plus représentatifs dans l'enseignement moyen et secondaire, a fait part, jeudi, de sa volonté de durcir son plan d'actions afin de protester contre les coupes sur les salaires de février d'enseignants en arrêts de travail alternés depuis quatre mois.

“Nous comptons corser ce plan d'actions. Au lieu de prendre ses responsabilités face à la situation, l'Etat a défalqué des sommes disproportionnées sur les salaires.



APS
5 mars 2026

[Lire la suite](#)

■ DÉBRAYAGE, RASSEMBLEMENT, BOYCOTT DES ÉVALUATIONS ET GRÈVE TOTALE

Le G7 durcit le ton malgré les ponctions de salaires

Malgré les ponctions sur les salaires, le G7, groupe des syndicats d'enseignants le plus représentatif du secteur de l'éducation, poursuit cette semaine son cinquième plan d'action à travers des débrayages et des rassemblements devant les inspections d'académie. Cela, malgré les ponctions opérées sur les salaires et des rencontres sectorielles avec différents ministères. Une manière, selon la structure, d'amener le gouvernement à régler définitivement les points en suspens des accords signés avec l'État.

Les écoles du Sénégal, à différents niveaux, ont connu encore des perturbations hier, lundi 2 mars, à cause du débrayage observé par des syndicats d'enseignants membres du G7, groupe le plus représentatifs dans le secteur de l'éducation. Le G7 compte tenir des rassemblements devant toutes les inspections d'académie du pays, pour amener le gouvernement à régler définitivement les points en suspens des accords signés avec l'État, en 2022.

Joint au téléphone, Amidou Diédhiou, secrétaire général national du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels), membre de la coalition, précise qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle escalade, mais de la continuité d'un plan déjà enclenché. «Ce plan d'actions n'est pas nouveau. Il a été déclenché depuis la semaine dernière et il se termine cette semaine-ci», précise-t-il d'emblée, soucieux de replacer le mouvement dans sa chronologie. «Sur le terrain, les actions se succèdent, tandis que les discussions, elles, peinent à convaincre», a indiqué M. Diédhiou. «Cette semaine, nous avons un débrayage aujourd'hui et demain à partir de 9 heures dans toutes les écoles. Demain, nous avons prévu des rassemblements au niveau des différentes inspections d'académie. Et vendredi, une grève totale», renseigne-t-il. À cela, dit-il, s'ajoute «le boycott des évaluations, des cellules d'animation pédagogique, de la formation initiale des élèves-maitres». L'objectif, explique le syndicaliste, est de «faire en sorte que

l'autorité comprenne que ce qui est demandé, ce sont des réponses claires aux questions posées sur la table». Le G7, comme il le rappelle, réclame un «monitoring» présidé par le Premier ministre pour régler définitivement les points en suspens concernant les accords signés avec le gouvernement. Des points que le patron du Sels dit ne pas avoir inventés. «Ce sont des points issus des accords de 2003, de 2018 ou encore de 2022. Il ne semble pas opportun de jeter les enseignants à la vindicte populaire comme s'ils inventaient chaque jour de nouvelles revendications», soutient le syndicaliste. Pour lui, «l'attitude d'un homme d'État devrait consister à mettre en place des mécanismes de résolution des problèmes, au lieu de laisser planer des menaces».

«Nous n'avons jamais dit non aux ponctions. Les enseignants n'ont jamais refusé aussi les impôts sur salaire. Mais cela doit obéir à une orthodoxie», soutient M. Diédhiou, affirmant que «les retenues ont touché même des enseignants qui ne sont pas allés en grève et certaines qui sont en congé de maternité». Aussi, dit-il, «des jours de débrayage ont été assimilés à des jours de grève totale».

Pour autant, il assure que cette méthode ne produira pas l'effet escompté. «Si c'est fait pour démonter ou briser le mouvement, c'est peine perdue. Les enseignants sont devenus plus solidaires, plus engagés», a fait savoir Amidou Diédhiou.

Daouda DIOUF



CRISE || MENACES DU GOUVERNEMENT FACE AUX ENSEIGNANTS GREVISTES

Le G7 prône la loi du talion

A entendre ses leaders syndicaux, le G7 est dans un esprit de vengeance après les actes posés par le gouvernement, avec en toile de fond l'amère pilule des ponctions de salaire. Pour ces enseignants, l'heure de répondre coup pour coup, face à un Etat dictateur, a sonné.



Les syndicats d'enseignants se disent prêts à tenir un bras de fer avec l'Etat

Répondre à la hauteur de la peine ressentie face aux actes posés par le gouvernement à l'encontre des enseignants grévistes et des menaces d'entrave à la liberté syndicale. Telle est la stratégie prônée par les syndicats du G7. Leurs responsables l'ont fait savoir, hier mardi, au cours d'un sit-in tenu dans les locaux de l'Inspection d'Académie de Pikine-Guédiawaye, situés à Thiaroye gare.

«Aujourd'hui, l'heure est grave pour les enseignants et les syndicalistes que nous sommes. Nous allons riposter et faire face à cette démarche arbitraire. Il faut lutter contre cette dictature rampante du pouvoir actuel qui verse dans des ponctions illégales de salaire et des restrictions de liberté. Luttons ensemble pour faire face à cet Etat dictateur», a fait d'emblée savoir l'un des responsables du G7 et secrétaire général du Sels, Hamidou Diédhiou.

Secrétaire général de l'Uden, Abdou-

rahmane Guèye embouche la même trompette et renchérit : «Nous allons riposter et lutter contre cette remise en cause des acquis du mouvement syndical. On ne se laissera pas faire. Que les autorités le sachent. Nous combattons l'injustice jusqu'au bout».

Des positions totalement partagées par les autres leaders syndicaux du G7 dont Yakhya Fall du Cusems Authentique et Ndongo Sarr du Cusems. Ces derniers invitent leurs camarades enseignants à se mobiliser derrière leurs secrétaires généraux pour défendre leurs droits en vue de restaurer leur dignité. Un appel qui semble être bien entendu à la base par les responsables locaux du G7 dont Mbaye Sèye du Saemss. Il promet une sensibilisation à la base pour la radicalisation de la lutte auprès des autres camarades enseignants.

Parlant de leurs revendications, ces syndicalistes du G7 exigent «l'arrêt des ponctions sur les salaires et la surimposition sur les salaires, la mise en application du décret de loi sur les décisionnaires», entre autres.

Théodore SEMEDO



DIOURBEL - 5ÈME PLAN D'ACTION DU G7

L'Intersyndicale durcit le ton

Les enseignants réunis en intersyndicale ont observé, hier mardi un sit-in suivi d'une assemblée générale devant les locaux de l'Inspection d'académie dans le cadre du 5ème plan d'action. Ils exigent A travers cette mobilisation, ils exigent le respect des accords signés avec le gouvernement.

Arborant des brassards rouges, les enseignants engagés dans la mise en œuvre ont observé un sit-in en réponse à l'appel du G7. L'intersyndicale, engagée dans la mise en œuvre de 5ème plan d'action, dénonce la correction du système de rémunération, les ponctions abusives sur les salaires, la persistance des lenteurs administratives, la surimposition, la revalorisation des pensions des démissionnaires ainsi que la digitalisation des plateformes afin de lutter contre les lenteurs administratives. Prenant la parole, Modou Thiam, porte-parole de l'intersyndicale des syndicats d'enseignants de Diourbel a expliqué la portée de cette mobilisation. « Tous les enseignants ont accepté de se mobiliser pour protester et sensibiliser l'opinion nationale et internationale sur les maux dont souffre le système éducatif sénégalais de manière générale mais de manière particulière les enseignants. Ce 5ème plan d'action appelle le gouvernement au respect des accords signés depuis 2022 », a-t-il déclaré.

Poursuivant son intervention, il a vivement critiqué l'attitude des autorités. « Nous avons en face de nous un gouvernement qui est dans le mépris, dans le dilatoire et dans le dénigrement. Le passage du gouvernement nous a montré nous enseignants que ces gens ne font pas de l'éducation, la priorité, de l'école, un problème. Une école qui a subi 5 plans d'action voit que le quantum horaire est agressé. A cela vient s'ajouter des ponctions abusives pour nous appeler à la confrontation, on fera face », a-t-il affirmé.

Poursuivant son intervention, il a vivement critiqué l'attitude des autorités : « Nous avons en face de nous un gouvernement qui est dans le mépris, dans le dilatoire et dans le dénigrement. Le passage du gouvernement nous a montré, nous enseignants, que ces gens ne font pas de l'éducation, la priorité de l'école, un problème. Une école qui a subi 5 plans d'action voit que le quantum horaire est agressé. A cela viennent s'ajouter des ponctions abusives pour nous appeler à la confrontation, on fera face » a-t-il affirmé.

Pour lui, ces mesures ne feront pas fléchir mes enseignants. « Ces ponctions nous n'ébranlerons pas. Si nous problèmes ne sont pas réglés, la stabilité ne reviendra pas. Ce qui va faire revenir la stabilité, c'est le dialogue ». L'intersyndicale des enseignants décide alors de poursuivre le boycott des évaluations. À l'issue de cette mobilisation, l'intersyndicale des enseignants a annoncé la poursuite du boycott des évaluations, estimant que seule l'ouverture de négociations sérieuses permettra de sortir durablement de la crise.

ADAMA NDIAYE

SAINT-LOUIS

Le SAEMS hausse le ton et fustige un discours jugé hostile aux enseignants

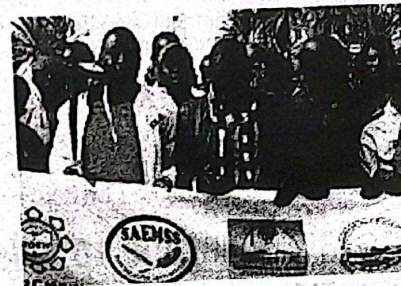
A Saint-Louis, la mobilisation du secteur éducatif ne faiblit pas. Ce mardi 3 mars 2026, à l'occasion du cinquième plan d'action du G7, le SAEMS a vivement dénoncé ce qu'il considère comme un discours et des actes « anti-enseignants » de la part des autorités.

S'exprimant devant les militants, le secrétaire général national du SAEMS et membre du G7, El Hadji Malick Youm a rappelé le rôle central des enseignants dans la construction de l'État sénégalais. « Toutes les autorités doivent comprendre ce qu'elles sont devenues grâce aux enseignants du Sénégal », a-t-il martelé, appelant à davantage de reconnaissance, de respect et de considération envers ceux qu'il qualifie de « bâtisseurs de la nation ».

Le syndicaliste a particulièrement pointé du doigt certaines déclarations tenues récemment à l'Assemblée nationale, ainsi que des décisions imputées au ministère des Finances. Selon lui, ces mesures se sont traduites par un « sabotage systématique » des rémunérations des enseignants, notamment à travers une surimposition pouvant atteindre, voire dépasser, 50 %. Une situation que le SAEMS juge contraire à la législation en vigueur.

Contrairement aux accusations relayées, le responsable syndical a tenu à préciser que le combat engagé ne porte pas sur une augmentation salariale. « Nous ne demandons pas de l'argent, mais l'équité salariale et l'arrêt des ponctions injustifiées sur nos revenus », a-t-il insisté, évoquant une lutte avant tout axée sur la dignité de l'enseignant.

Après deux années d'accalmie sociale, le



SAEMS estime qu'il est temps pour les autorités de présenter une vision claire et ambitieuse pour l'avenir de l'école sénégalaise. Se présentant comme des « sentinelles » de ce système éducatif qu'il qualifie d'« ascenseur social de la République », le syndicat appelle l'ensemble des enseignants à rester mobilisés.

Une évaluation du cinquième plan d'action est annoncée dans les prochains jours au sein du G7, avec la perspective de nouvelles initiatives. « Nous n'allons pas reculer », a averti El Hadji Malick Youm, soulignant que les enseignants entendent se faire respecter et refusent toute instrumentalisation politique.

Pour le SAEMS, l'enjeu dépasse les revendications corporatistes : il s'agit, selon lui, de préserver l'avenir de l'école sénégalaise et, au-delà, celui du pays tout entier.

A SAINT-LOUIS

Le G7 se mobilise pour la défense de ses droits

À Saint-Louis, les enseignants se sont mobilisés hier, à l'occasion du cinquième plan d'action du G7. A cet effet, ils ont vivement dénoncé ce qu'ils considèrent comme un discours et des actes «anti-enseignants» de la part des autorités.

Les syndicats d'enseignants ont battu le rappel des troupes pour pousser les autorités à trouver une solution à leurs revendications. S'exprimant devant ses collègues, le Secrétaire général national du SAEMSS et membre du G7, El Hadji Malick Youm a rappelé le rôle central des enseignants dans la construction de l'État sénégalais, dénonçant une violation flagrante de leurs droits.

«Toutes les autorités doivent comprendre que ce qu'elles sont devenues, c'est grâce aux enseignants du Sénégal», a-t-il martelé de prime abord. El hadji Malick Youm a appelé à davantage de reconnaissance, de respect et de considération envers ceux qu'il qualifie de «bâtisseurs de la nation». Le syndicaliste a particulièrement pointé du doigt certaines déclarations tenues récemment à l'Assemblée nationale, ainsi que des décisions imputées au ministère des Finances. Selon lui, ces mesures se sont traduites par un «sabotage systématique» des rémunérations des enseignants, notamment à travers une surimposition pouvant atteindre, voire dépasser 50%. Une situation que le SAEMSS juge contraire à la législation en vigueur. Contrairement aux accusations relayées, le responsable syndical a tenu à

préciser que le combat engagé ne porte pas sur une augmentation salariale. «Nous ne demandons pas de l'argent, mais l'équité salariale et l'arrêt des ponctions injustifiées sur nos revenus», a-t-il insisté. Après deux années d'accalmie sociale, le SAEMSS estime qu'il est temps pour les autorités de présenter une vision claire et ambitieuse pour l'avenir de l'école sénégalaise.

Se présentant comme des «sentinelles» de ce système éducatif qu'il qualifie d'«ascenseur social de la République», le syndicaliste appelle l'ensemble des enseignants à rester mobilisés. Une évaluation du cinquième plan d'action est annoncée dans les prochains jours au sein du G7, avec la perspective de nouvelles initiatives. «Nous n'allons pas reculer», a averti El Hadji Malick Youm, soulignant que les enseignants entendent se faire respecter et refusent toute instrumentalisation politique. Pour lui, l'enjeu dépasse les revendications corporatistes. Il s'agit, selon El hadji Malick Youm, de préserver l'avenir de l'école sénégalaise et, au-delà, celui du pays tout entier. Très en verve, le Secrétaire général du Saemss a dénoncé ce qu'il qualifie de «discours et comportements anti-enseignants» de la part des autorités. Il a prévenu la classe politique que le secteur ne se laisserait plus utiliser comme «courte échelle» pour l'accession au pouvoir. «Nous invitons tous nos collègues à rester mobilisés pour la suite du combat», a-t-il conclu.

Galaye SENE

GREVE DU G7 A THIES

Les enseignants se radicalisent, malgré les ponctions

Les ponctions opérées sur les salaires ne semblent pas freiner l'ardeur des enseignants de Thiès à suivre le mot d'ordre du G7 élargi. Au contraire, ils se sont radicalisés. C'est ainsi qu'après un débrayage hier, à 9h, ils se sont retrouvés en assemblée générale au Collège d'Enseignement Moyen (CEM) Mamadou Diaw. «Un État fort n'est pas celui qui sanctionne ses enseignants», a déclaré Sirakhata Guèye Secrétaire Général régional du Syndicat Autonome des Enseignants du Moyen et du Secondaire du Sénégal (SAEMSS).

«Nous nous retrouvons aujourd'hui dans un contexte particulier. Un contexte marqué par des menaces voilées, des tentatives d'intimidation, des manipulations de l'opinion, et surtout des ponctions injustes sur les salaires des enseignants. Mais permettez-moi de vous le dire avec force : Nous ne sommes ni faibles, ni isolés, ni désorganisés. Nous sommes des éducateurs. Nous sommes des bâtisseurs de conscience. Nous sommes les piliers invisibles mais indispensables de cette Nation». Tels sont les premiers mots prononcés

hier par Sirakhata Guèye Secrétaire Général régional du Syndicat Autonome des Enseignants du Moyen et du Secondaire du Sénégal (SAEMSS), à l'occasion de l'assemblée générale des enseignants grévistes, après un débrayage à 9 heures, dans le cadre de l'exécution du 5e plan d'actions. C'est dire que les ponctions opérées dans les salaires du mois de février sont loin de tempérer les ardeurs des enseignants, qui se sont au contraire radicalisés. De l'avis du SG, les ponctions qui ont été opérées sont injustes, elles constituent une épreuve et non une défaite. «Cela fait mal, cela touche nos familles, mais qu'on le sache : un salaire amputé ne doit jamais signifier une dignité amputée. Nous ne nous battons pas pour le désordre. Nous nous battons pour la justice. Un État fort n'est pas celui qui sanctionne ses enseignants. Un État responsable est celui qui dialogue, respecte ses engagements et protège son école publique. Face aux menaces qui pèsent sur les grévistes, le SG Sirakhata Guèye demande aux enseignants de «rester lucides», d'autant plus qu'à ses yeux, «revendiquer dans le respect des lois n'est pas un

crime». Il ajoute : «exiger l'application d'accords signés n'est pas un acte de rébellion, défendre sa dignité professionnelle n'est pas une faute. La peur ne doit jamais guider l'enseignant. Car celui qui éduque la jeunesse ne peut pas vivre à genoux». Selon lui, il urge de garder la tête haute car depuis quelque temps, on tente d'installer la peur, en agitant la sanction, en brandissant la retenue sur salaire. Pire encore, dit-il : «on cherche à nous opposer aux parents d'élèves, aux élèves, à nous présenter comme des perturbateurs, d'une nouvelle génération irresponsable, qui manque de patriotisme». En tout état de cause, il souligne que la force des enseignants reste l'unité et la légalité et leur réponse ne doit pas être la colère désorganisée. Au contraire, elle doit s'aligner sur la discipline syndicale, la solidarité active, le respect strict du cadre légal. «Aucune intimidation ne doit nous diviser, aucune pression ne doit nous pousser à l'isolement. Si un collègue est touché, nous sommes tous concernés. Si un collègue est menacé, nous sommes tous interpellés», a-t-il indiqué. Devant une telle situation, il a appelé les enseignants à

refuser la manipulation, garder confiance, car les conquêtes syndicales n'ont jamais été obtenues dans le confort, elles ont toujours exigé patience, courage et constance. «Nous ne luttons pas contre la Nation. Nous luttons pour une Nation plus juste. Nous ne combattons pas l'État. Nous exigeons un État équitable. Et nous le faisons avec responsabilité, en tant qu'éducateurs», a-t-il laissé entendre. Et d'après lui, l'histoire a montré que les ensei-

gnants finissent toujours par être entendus, parce qu'ils portent la vérité, l'avenir. C'est d'autant plus vrai selon son argumentaire, «qu'ils encadrent les élèves hors des heures officielles, corrigent des centaines de copies dans le silence de la nuit». Et d'un tel point de vue, il poursuit : «nous ne sommes pas les ennemis de l'école, nous sommes l'école».

Mbaye SAMB

Education : Diomaye appelle à une stabilité du climat social



L'ébullition du milieu scolaire ne rassure pas le chef de l'Etat.

L'année scolaire est menacée. Ce, suite aux ponctions effectuées sur les salaires des enseignants grévistes. Le Président Diomaye appelle au calme. En Conseil des ministres, hier mercredi, il a engagé le Gouvernement et les personnels enseignants à asseoir la stabilité du climat social, afin d'assurer la continuité des activités pédagogiques et le bon déroulement des évaluations, examens et concours, à travers un sursaut républicain et patriotique.

A cet effet, le chef de l'Etat demande au Gouvernement de veiller à l'amélioration du cadre de vie, dans les établissements scolaires publics, par l'accélération de la mise en œuvre du Programme national de construction et de réhabilitation d'écoles, de lycées et collèges, en intégrant les aménagements paysagers adaptés. Aussi, il instruit le ministre de l'Education nationale et le

ministre de la Formation professionnelle et technique d'intensifier le rythme de révision des curricula pour les adapter davantage aux besoins de l'économie nationale et au renforcement de l'intégration du numérique dans les enseignements et apprentissages.

Lutte contre les violences faites aux femmes

S'agissant de la célébration de la journée du 8 mars prochain, le Président Diomaye a indiqué au Gouvernement la nécessité d'accentuer la sensibilisation et la lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes et aux jeunes filles, et d'impliquer davantage les organisations féminines dans la mise en œuvre des politiques publiques, à travers le déploiement des projets. Magnifiant les efforts consentis par le Gouvernement et l'ensemble des partenaires pour l'amélioration de la condition féminine, notamment en faveur des femmes résidant en milieu rural, le chef de l'Etat, renseigne le communiqué, a souligné l'importance qu'il accorde à l'éducation des jeunes filles et à la préservation de l'égalité des genres et des droits des femmes.

Magib GAYE

VIE ETUDIANTE



Le Coud serre la vis

Dans un communiqué publié ce mercredi, la direction du Centre des œuvres universitaires de Dakar (Coud) a tenu à clarifier les règles d'accès aux services sociaux, tout en introduisant des mesures de souplesse pour les étudiants impactés par des retards académiques.

Sous l'égide de son Directeur général, Dr Ndéné Mbodji, le Coud réaffirme sa mission prioritaire : accompagner la vie estudiantine. Toutefois, dans un contexte de gestion rigoureuse des flux, l'administration rappelle que l'accès aux campus sociaux et aux restaurants universitaires est, en principe, strictement réservé aux étudiants régulièrement inscrits pour l'année universitaire 2025-2026.

Une main tendue face aux lenteurs administratives

Conscient des réalités du terrain, le Coud a décidé de faire preuve de flexibilité. Pour ne pas léser les étudiants subissant des «lenteurs pédagogiques» (retards de délibérations ou d'inscriptions), l'institution accepte exceptionnellement la prise en charge de ceux munis d'une inscription de

l'année précédente, soit l'année N-1 (2024-2025). Cette mesure vise à garantir la continuité du service social malgré les décalages du calendrier académique qui touchent certaines facultés.

Cas particuliers des Masters : un contrôle renforcé

Le communiqué apporte une précision importante concernant les étudiants en cycle de Master. Pour ceux accusant un retard supérieur à deux (2) années, les conditions d'accès à la restauration deviennent plus strictes. En plus de leur carte Coud, ils devront désormais présenter un certificat d'inscription valide, un ticket physique de restauration.

«La satisfaction des étudiants au cœur des priorités»

En concluant sa note par son nouveau slogan, le Dr Ndéné Mbodji rappelle l'engagement du centre à offrir un cadre de vie adéquat. Cette mise au point intervient alors que la direction multiplie les efforts pour stabiliser le climat social sur le campus et optimiser la gestion des ressources de la restauration.

Les étudiants sont invités à se rapprocher de leurs services d'inscription respectifs pour régulariser leur situation dans les plus brefs délais afin de bénéficier pleinement des prestations du Coud.



ILS ONT PARLE DE NOUS



Capacité en sciences islamiques : l'UN-CHK lance officiellement les cours le 2 mars



L'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK) annonce le démarrage effectif des cours de la formation en Capacité en sciences islamiques (CSI) au titre de l'année académique 2025-2026. Les enseignements du premier semestre débuteront le lundi 2 mars 2026, selon un communiqué rendu public le 27 février.

Cette formation, destinée à la première cohorte d'étudiants et d'auditeurs inscrits au programme, sera entièrement dispensée en ligne via la plateforme officielle de l'université.



lesoleil.sn
3 mars 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



■ UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE CHEIKH HAMIDOU KANE

La nouvelle secrétaire générale veut inscrire son action dans la continuité

Officiellement installée dans ses fonctions de secrétaire générale de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk), le 24 février dernier, Awa Ndiaye Diop a pris l'engagement d'inscrire son action dans la continuité.

Hammadou Baldé, secrétaire générale sortant de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk), a passé le flambeau, le 24 février dernier, à Awa Ndiaye Diop, nouvellement affectée à ce poste, renseigne un communiqué qui nous est parvenu. Selon le document, le recteur de l'Un-Chk, Pr Samuel Ouya, a profité de l'occasion pour témoigner toute sa « gratitude à M. Baldé, après 14 mois de franche collaboration ». Le Pr Ouya et ses collaborateurs présents à la cérémonie de passa-

tion de service ont été unanimes sur les qualités humaines du secrétaire général sortant qui, disent-ils, « a marqué ses trois années de service dans cette université par sa disponibilité, sa générosité, son humilité, son sens de l'écoute et de responsabilité ».

Selon la même source, Awa Ndiaye Diop a exprimé son « engagement à assurer la continuité, tout en remerciant la communauté pour l'accueil chaleureux et les marques de confiance ». Elle a également exprimé sa « gratitude aux

autorités pour cette nomination, synonyme de confiance réitérée et aux collègues pour les vœux de bienvenue et la promesse d'un accompagnement constant ».

Awa Ndiaye Diop, administrateur civil, est diplômée de l'École nationale d'administration (Ena). Elle était jusque-là secrétaire générale de l'Université du Sine Saloum El Hadji Ibrahima Niass (Ussein).

Auparavant, renseigne la même source, elle a servi à plusieurs postes, notamment comme adjoint au Gouverneur dans les régions de Tambacounda, Kaffrine et Louga avant de rejoindre Goudiry en tant que Préfet de département.

Dans son allocution, le secrétaire général sortant, Hammadou



Awa Ndiaye Diop et Hammadou Baldé, lors de la passation de service.

Baldé, a exprimé sa gratitude envers la communauté universitaire et encouragé les acteurs à continuer d'œuvrer pour le rayonnement de l'institution aux côtés de son successeur. M. Baldé occupe désormais les mêmes fonctions à l'Université Alioune Diop de

Bambey (Uadb). Le rôle des secrétaires généraux dans les établissements publics d'enseignement supérieur, précise-t-on, est d'assurer la gestion administrative et technique sous l'autorité des recteurs.

Alliou KANDE

■ UNIVERSITÉ NUMÉRIQUE CHEIKH HAMIDOU KANE

216 pensionnaires des « daara » démarrent une formation en sciences islamiques

La formation en sciences islamiques a démarré à l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk). Ce programme vise à offrir aux pensionnaires des « daara » de nouvelles perspectives académiques favorisant leur insertion professionnelle. La première cohorte compte 216 apprenants.

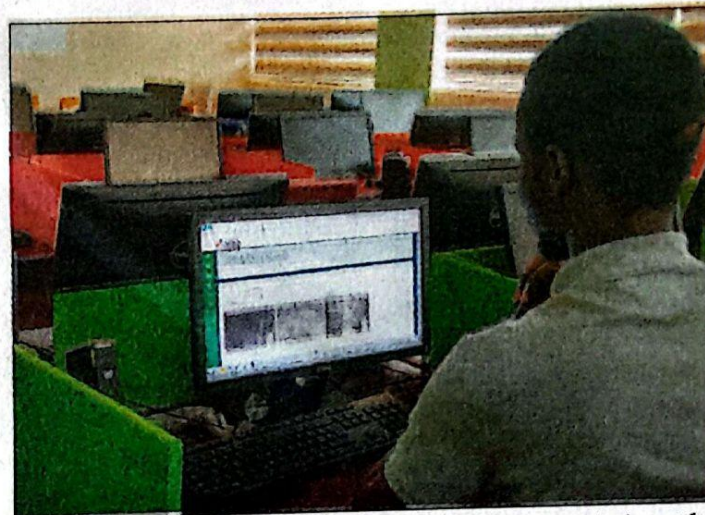
Les auditeurs et apprenants de la première cohorte du programme de capacité en sciences islamiques ont démarré leurs cours, le 2 mars. Cette initiative de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk) a été lancée en octobre dernier en partenariat avec le Kawral Sandaaji Fuuta et le Centre de recherche sur le patrimoine intellectuel africain Baajoordo. «Après le lancement de l'appel à candidatures et l'étude des dossiers, 216 candidats ont été retenus pour démarrer la première cohorte», informe l'Un-Chk dans un communiqué de presse.

Selon l'institution, ce programme vise à offrir aux étudiants et pensionnaires des « daara » de nouvelles perspectives, à travers l'acquisition de compétences académiques et

professionnelles en sciences islamiques, favorisant ainsi leur insertion professionnelle.

Il s'agit également de faciliter l'accès des universités aux étudiants des foyers de formation islamique; concilier les deux systèmes éducatifs du Sénégal : occidental et arabophone; prémunir la jeunesse contre le racisme, la xénophobie et les idéologies violentes. Pour l'université numérique, il est aussi question de renforcer la souveraineté scientifique et religieuse du pays; réhabiliter le patrimoine intellectuel classique du Sénégal.

La Capacité en sciences islamiques (Csi), explique-t-on, «est un diplôme national de niveau Baccalauréat». Elle constitue «une opportunité offerte aux étudiants du système éducatif islamique de valoriser leurs



L'Université numérique a enrichi son offre académique en y intégrant les sciences islamiques.

compétences, de poursuivre leur formation supérieure en restant dans leurs terroirs, d'accéder aux emplois et fonctions publiques, mais aussi de renforcer et enrichir le corps de chercheurs dans le domaine». Par cette initiative, l'Université numérique réaffirme sa volonté de «

créer un pont entre les systèmes éducatifs occidental et arabophone, pour favoriser une meilleure inclusion académique».

«Les titulaires de la Csi ont la possibilité de s'inscrire en première année de Licence dans le domaine (ou directement en deuxième année

pour celui qui a une moyenne de 15/20 sur l'ensemble des deux années) ou s'orienter vers d'autres formations nécessitant des compétences en sciences islamiques, finances, banques, assurances, commerce, service public, etc.», renseigne le document.

«Ce programme vient ainsi mettre fin au parcours difficile de nombreux étudiants sénégalais issus du système éducatif arabe, dans leur quête de savoir en sciences islamiques», a déclaré le Pr Mamadou Youry Sall, directeur du Centre de recherche Baajoordo.

Le Pr Babou Diène, directeur de l'Enseignement supérieur public, a salué l'initiative qui, selon lui, marque une étape historique et une ouverture décisive dans l'écosystème de l'enseignement et de formation. «Le lancement du programme de certificat en sciences islamiques répare une injustice : la marginalisation des "daara"», a-t-il souligné.

Allou KANDE

ACTUALITÉ UN-CHK



Mission académique : une délégation de l'UN-CHK en visite à l'Université du Luxembourg



Le Pr Ousmane SALL, Vice-recteur chargé de la Recherche, de l'Innovation et des Partenariats de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) en compagnie du Pr Samuel OUYA, Recteur de l'UN-CHK, a effectué une mission académique au Luxembourg du 07 au 13 février 2026.

Cette mission faisait suite à l'invitation officielle du Professeur TEGAWENDÉ F. Bissyandé, Professeur au Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust (SnT) de l'Université du Luxembourg. La visite s'inscrivait dans un double objectif :

[Lire la suite](#)



unchk.sn
2 mars 2026

Foo nekk foofu la



Ouverture prochaine de l'ENO d'Orkadiéré



*Université numérique
Cheikh Hamidou KANE*

BIENVENUE
à l'ENO* de **Orkadiéré**

*Un nouvel espace pour apprendre
innover et impacter !*



* Espace numérique ouvert



L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) informe ses étudiants de la mise en service prochaine de l'Espace numérique ouvert (ENO) d'Orkadiéré (région de Matam).

À ce titre, les étudiants régulièrement inscrits à l'UN-CHK et souhaitant être transférés à **ce nouvel ENO d'Orkadiéré** sont **invités à soumettre leur** demande, en renseignant le formulaire disponible via le lien suivant : <https://url-shortener.me/DHHC>.

Foo nekk foofu la



Parution du numéro 3 de la revue **Société Sénégalaise de Sociologie et d'Anthropologie (3SA)**



Nous avons le plaisir de vous annoncer la parution du numéro 3 de la revue Société Sénégalaise de Sociologie et d'Anthropologie (**3SA**), intitulé : « **L'intelligence artificielle face aux regards croisés des sciences humaines et sociales** ».

Cette édition propose une analyse approfondie des dynamiques actuelles liées à l'intelligence artificielle. Elle met en lumière aussi bien ses potentialités que les défis majeurs qu'elle soulève, notamment les inégalités d'accès, les enjeux éthiques, la protection des données personnelles, la préservation de la vie privée, les risques de surveillance et le respect des droits humains. Autant de questions essentielles dans un contexte où l'IA s'impose progressivement au cœur des transformations sociales contemporaines.



Mutuelle de Santé des Étudiants de l'UN-CHK

Adhésion

80%

5000 FCFA
par an

Souscription
dans les ENO*

- ▶ pour la **consultation** dans les structures publiques
- ▶ pour l'**achat de médicaments** dans les pharmacies agréées

Plus d'informations :

✉ mutuelledesante@unchk.edu.sn



Scanner ici

* Espace numérique ouvert



Foo nekk fajoo fa

AGENDA



AGENDA



LES RENDEZ-VOUS DE LA RECHERCHE

sur la plateforme collaborative de l'UN-CHK

Retransmis sur
@UNCHK_Sn



11
Mars 2026
à partir de
10H



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



Masterclass

Thème:

« Réussir et valoriser son mémoire de recherche »

INTERVENANTS :



Dr Moustapha NDIAYE,
Enseignant-chercheur au pôle Lettres, Sciences humaines et de l'Éducation (LSHE) et Directeur du PIED*



Dr Mamadou Lamine SARR,
Enseignant-chercheur au pôle SEJA** et Responsable de la formation du Master Paix, Sécurité et Développement

* Pôle d'Innovation et d'expertise pour le Développement
** Sciences économiques, juridiques et de l'Administration

OPPORTUNITES



OPPORTUNITÉS



APPEL À CANDIDATURES

Recrutement d'auditeurs pour la formation continue
2025/2026 - Niveaux : Licence 1 et Master 1

Diplôme universitaire d'Etat



Date limite de candidature :
31 mars 2026 à 23h59mn



Début des cours en mai 2026 *

Plus d'infos :

✉ contactufc@unchk.edu.sn ☎ + (221) +221 30 108 00 82

🌐 <https://www.unchk.sn/ufc/>

* Date prévisionnelle

FORMATION
100% en ligne

Accessible où que vous soyez



Postulez ici

<https://admission.unchk.sn>



Foo nekk foofu la



OPPORTUNITÉS



Concours d'admission – École de la Marine nationale (EMAN) | Session 2026

La Marine nationale recrute !

Conditions principales :

- Nationalité sénégalaise
- 18 à 25 ans au 31 décembre 2026 (+1 an pour les titulaires de Master 1 ou 2)
- Licence 3 scientifique ou technique (ou en cours)
- Célibataire sans enfant à charge
- Apte médicalement (Profil SIGYCOP : 2 2 2 4 3 2 2)

Une opportunité pour les jeunes diplômés scientifiques et techniques désireux de servir la Nation.

[Plus de détails ici](#)



OPPORTUNITÉS



Appel à Candidature : bourses de l'université Senghor pour les étudiants internationaux, postulez vite

L'Université Senghor, université internationale de langue française au service du développement africain, **Opérateur** direct de la Francophonie, lance le concours de recrutement de sa 21^e promotion au Master en Développement (M1) à Alexandrie, Égypte, démarrant le 20 septembre 2026. Ce Master de haut niveau comprend 8 spécialités dont les enseignements sont assurés par des professeurs et experts de tout l'espace francophone.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées et reçoivent une attention particulière.

Postuler avant le 16 mars 2026

[Lire la suite](#)



OPPORTUNITÉS



FASTEF : CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ÉLÈVES-PROFESSEURS 2026 : ouverture des inscriptions

La Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar informe le public de **l'ouverture officielle des inscriptions** aux différents concours de recrutement pour l'année académique 2026-2027.

Période d'inscription : du Jeudi 19 février au Samedi 21 mars 2026

Clôture : 21 mars 2026 (à 23h59 pour les élèves-professeurs et à 12h00 pour les concours d'inspection)

Frais de candidature : 10 000 Francs CFA (non remboursables)

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS



Postulez maintenant à la Bourse d'Études Ban Ki-Moon au MCI (2026-2027)

Les candidatures sont ouvertes pour la bourse Ban Ki-moon au MCI. Sous le patronage de Son Excellence Ban Ki-moon, cette bourse permet aux étudiants engagés dans la réalisation des ODD d'étudier et de développer leurs compétences au Management Center Innsbruck, une université prestigieuse en Europe. Le soutien aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies est une mission commune du 8e Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et du MCI | The Entrepreneurial School.

Cette bourse vous permet de bénéficier de frais de scolarité réduits de 1 500 € par an (les frais de scolarité pour le programme Executive Master peuvent varier). La bourse est valable pour la première année du programme de licence ou de master concerné et peut être prolongée pour l'année suivante sous réserve d'une évaluation positive et de la réussite de votre première année universitaire.

La date limite de dépôt des candidatures est le 31 mars 2026. Pour plus d'information sur la bourse Ban Ki-moon à MCI, veuillez consulter la page officielle.



OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée en 1ère année à l'EPT 2026

École Polytechnique de Thiès (EPT)

Ouvert



15 avril 2026

Il reste 61 jours



Niveau requis : Terminale S1, S2, S3, STIDD, T1, T2 ou Baccalauréat scientifique/technique



Lieu : Centres d'examen dans toutes les régions du Sénégal



Frais d'inscription : 7 000 FCFA (non remboursables)

L'Ecole Polytechnique de Thiès (EPT) organise un concours d'entrée en première année pour l'année académique 2026.

Formation proposée

Une formation d'**ingénieur de conception** sur 5 ans :

...

OPPORTUNITÉS



AVIS DE RECRUTEMENT

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) avec l'accompagnement du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO), lance un appel à candidatures pour le recrutement de dix-huit (18) Assistants (es) en Technologie de l'Information et de la Communication (ATIC) dans le cadre de la deuxième phase du Recensement général des Entreprises (RGE-2), 2026.

Les Assistants (es) TIC seront accueillis (es) à la Direction des Systèmes d'Information et de la Diffusion (DSID) et sous l'autorité du Chef de la Division informatique (DI). Ils/elles seront placés (es) sous la supervision du Chef du Bureau de l'Assistance et des Réseaux informatiques (BART). Les Assistants (es) TIC auront les missions, profils et qualifications suivants :

I- DESCRIPTION DU POSTE

Mission (s) principale (s)

Compte tenu de leurs expériences avérées en matière de maintenance informatique et de gestion du réseau, les Assistants (es) TIC auront la charge de mener les activités, ci après :

Activités ou tâches

- ✓ assurer la gestion du matériel informatique (tablettes, ultraportables, etc.) ;
- ✓ appuyer dans les tâches de maintenance de premier niveau pour tout matériel défectueux au siège et au niveau des bases départementales ;
- ✓ veiller à la bonne application de la politique de sécurité informatique en particulier le respect de la charte Informatique ;
- ✓ assurer la gestion des comptes utilisateurs et des mots de passe ;
- ✓ appuyer pour la gestion de la messagerie du recensement ;
- ✓ appuyer pour le déploiement des équipements d'interconnexion ;

Rocade Fann Bel-Air Cerf-volant, B.P. 116 Dakar RP (Sénégal), Téléphone : (221) 33 869 21 39, Fax : (221) 33 824 36 15, www.ansd.sn, statseneqal@ansd.sn



AVIS DE RECRUTEMENT

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) avec l'accompagnement du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO), lance un appel à candidatures pour le recrutement de deux (02) Assistants (es) Ressources humaines dans le cadre de la deuxième phase du Recensement général des Entreprises (RGE-2), 2026.

Les Assistants (es) RH seront accueillis (es) à la Direction de l'Administration générale et des Ressources humaines (DAGR) et sous l'autorité du Chef de la Division des Ressources humaines (DRH). Ils/elles seront placés (es) sous la supervision du Chef du Bureau de l'Administration du Personnel (BAP). Les Assistants (es) auront les missions, profils et qualifications suivants :

I- DESCRIPTION DU POSTE

1. Mission (s) principale (s) :

- ✓ participer à la bonne marche des recrutements du personnel technique du projet suivant les procédures de l'ANSD ;
- ✓ charger de la gestion du personnel technique et de terrain du projet, de la mise à jour et de l'enregistrement régulier de l'ensemble des pièces administratives.

2. Activités ou tâches

En outre, les Assistants (es) RH seront, spécifiquement, chargés de :

- ✓ faire la revue des Termes De Références (TDRs) et élaborer les avis de recrutement du personnel du RGE ;
- ✓ participer aux Commissions de recrutement du personnel du projet en conformité avec les procédures de l'ANSD ;
- ✓ rédiger les procès-verbaux (PVs) suite aux Commissions de recrutement ;
- ✓ procéder aux numérisations et à la transmission des PVs validés et signés ;

Rocade Fann Bel-Air Cerf-volant, B.P. 116 Dakar RP (Sénégal), Téléphone : (221) 33 869 21 39, Fax : (221) 33 824 36 15, www.ansd.sn, statseneqal@ansd.sn



AVIS DE RECRUTEMENT

L'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) avec le Projet d'Appui au Système statistique national (HISWAKA SOP1), lance un appel à candidatures pour le recrutement de deux (02) Assistants (es) administratifs et comptables au profit de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) dans le cadre du deuxième Recensement général des Entreprises (RGE-2), 2026.

Les Assistants (es) administratifs et comptables seront accueillis (es) à l'Unité de Gestion du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (PHASAO) et sous l'autorité du Coordonnateur technique du PHASAO. Ils/elles seront placés (es) sous la supervision du Responsable administratif et financier (RAF). Les Assistants (es) auront les missions, profils et qualifications suivants :

I- DESCRIPTION DU POSTE

1. Mission (s) principale (s) :

- ✓ assurer la gestion du système comptable informatisé et
- ✓ contribuer au bon fonctionnement de la comptabilité du Projet.

2. Activités ou tâches

De plus, les Assistants (es) administratifs et comptables seront, spécifiquement, chargés (es) de :

A. la gestion administrative :

- ✓ assurer la gestion et le classement physique et numérique des dossiers administratifs et financiers ;
- ✓ préparer les courriers administratifs et assurer le suivi des correspondances ;
- ✓ participer à l'organisation logistique des réunions, ateliers et missions ;
- ✓ assurer le suivi administratif des contrats (consultants, prestataires, fournisseurs).

B. la gestion comptable

- ✓ participer à la saisie des opérations comptables dans le logiciel TOM2PRO ;

Rocade Fann Bel-Air Cerf-volant, B.P. 116 Dakar RP (Sénégal), Téléphone : (221) 33 869 21 39, Fax : (221) 33 824 36 15, www.ansd.sn, statseneqal@ansd.sn

OPPORTUNITÉS



Concours d'entrée en 1ère année DUT - ESP Dakar 2026

École Supérieure Polytechnique (ESP) - Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Ouvert



30 avril 2026

Il reste 69 jours



Niveau requis : Terminale scientifique ou technique, ou Baccalauréat scientifique/technique



Lieu : Centres désignés (à préciser ultérieurement)

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar organise un concours d'entrée en **première année du premier cycle DUT** (Diplôme Universitaire de Technologie) pour l'année académique ...

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée au CESTI - Session 2026

Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) - UCAD

Ouvert



25 mai 2026

Il reste 94 jours



Niveau requis : Baccalauréat, Licence (Bac+3) ou Professionnel



Lieu : Dakar (UCAD / CESTI)



Frais d'inscription : 10 100 FCFA (Dakar) / 10 000 FCFA (Régions)

Le CESTI organise le concours d'entrée pour les sections suivantes :

- **Journalisme**
- **Communication**
- **Production Audiovisuelle**

Informations sur les frais

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS



Programme de Bourses Fulbright pour chercheurs africaines (ARSP) 2027–2028

1. Research Grants

Durée : 3 à 9 mois.

Public cible : enseignants-chercheurs et chercheurs africains titulaires d'un doctorat ou diplôme terminal équivalent.

Objectif : mener des recherches dans une institution académique ou de recherche américaine.

Conditions : au moins 3 ans d'expérience universitaire et un dossier scientifique solide.

Les recherches postdoctorales immédiatement après l'obtention du doctorat ne sont pas éligibles

2. Program and Curriculum Development Grants

Durée : 3 à 5 mois.

Public cible : enseignants ou administrateurs universitaires africains titulaires d'un Master ou équivalent.

Objectif : développer des programmes, cours ou curricula dans une institution américaine.

Conditions : projets liés aux responsabilités professionnelles et visant à enrichir l'offre académique dans l'institution d'origine.

Date Limite de Soumission : 31/05/2026

[POSTULEZ](#)



MERCI



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

Foo nekk foofu la



 www.unchk.sn